

Il existe néanmoins certaines réserves. Premièrement, si les renseignements complètent d'autres activités et peuvent servir à générer des revenus, on s'attend alors à ce que le secteur privé investisse dans l'acquisition de certains renseignements. Ainsi par exemple, si un cabinet offre des services de conseils spécialisés pour aider des entreprises à entrer sur des marchés étrangers précis, il peut fournir plus de renseignements généraux dans le cadre d'une stratégie de commercialisation afin d'attirer des clients qui demanderont des services d'information plus spécialisés et plus lucratifs. Nous pouvons donc nous attendre à voir le secteur privé offrir des renseignements généraux, bien que le fait que ceux-ci se propagent laisse entendre que le niveau d'offre est peut-être insuffisant. Deuxièmement, la croissance de l'Internet et des modèles de transmission de l'information en libre accès aura aussi tendance à réduire le problème de carence de l'information.

D'une manière générale, l'aspect de bien collectif de ce type d'information suggère, cependant, que l'intervention du gouvernement ou l'octroi de subventions peut être justifié. Cette intervention peut prendre différentes formes, octroi de subventions à la recherche dans des écoles de gestion, coordination des activités de rassemblement de l'information, fourniture d'information par les organismes publics.

L'aspect de bien collectif des renseignements généraux s'applique aussi aux marchés intérieurs. Cependant, le besoin de renseignements généraux est probablement beaucoup moins important pour les entreprises nationales qui sont sur le marché intérieur que pour celles qui cherchent à étendre leurs activités aux marchés étrangers. Simplement vivre dans un pays, être exposé aux médias nationaux, pouvoir embaucher relativement facilement des personnes ayant des origines communes, mais de l'expérience dans divers marchés du pays et faire partie des différents réseaux sociaux et commerciaux intérieurs du type dont a parlé Ranch (2001), tous ces facteurs suggèrent que les problèmes d'information internes sont probablement moins graves au sein d'un pays qu'entre plusieurs pays.

De plus, il existe déjà sur les marchés intérieurs des programmes financés par le gouvernement pour promouvoir la fourniture et la transmission de l'information concernant l'ex-